

## COMMISSION DE LA CEDEAO

### COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation

ARAA



### COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation

RAAF

## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

————— \$\$\$\$\$\$ —————

**Pour le recrutement d'un Expert en sécurité alimentaire  
pour la composante Financement des risques dans le cadre  
du programme de résilience du système alimentaire de l'Afrique de l'Ouest  
(FSRP).**

Référence : ARAA/FSRP/2023/SCI/014

Date de publication : 05 avril 2023

Date limite de soumission : 05 mai 2023 17 :00 GMT

## **1. Contexte et justification**

La CEDEAO compte plus de 360 millions d'habitants, dont environ 55 % vivent dans des zones rurales. Plus de 30 % de la population reste dans l'extrême pauvreté (en dessous du seuil de pauvreté international de 1,90 USD PPA par jour) et environ 60 % des pauvres tirent leurs moyens de subsistance en partie ou entièrement de l'agriculture. La situation est encore compliquée par l'impact du changement climatique sur la production alimentaire en exerçant une pression sur les rendements moyens et en augmentant la volatilité de la production. Ses effets devraient s'intensifier considérablement au cours des prochaines décennies. Le déclin actuel de la sécurité alimentaire est principalement dû aux interactions complexes du changement climatique, de la croissance démographique, de l'érosion des ressources naturelles, de l'incidence des conflits sur le fonctionnement des marchés et même des récoltes dans certains pays.

Le Programme de résilience du système alimentaire (FSRP) de la Banque mondiale est un vaste projet d'investissement régional (Opération de financement de projet d'investissement) conçu comme une approche programmatique en plusieurs phases (AMP) pour accroître la préparation contre l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des systèmes alimentaires dans les pays participants. Dans le cadre des composantes du projet FSRP, les activités de financement des risques font partie de la sous-composante C3.1 et visent à renforcer la capacité de la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA) à répondre aux crises alimentaires à l'aide d'un mécanisme de financement innovant qui servira de soutien à la réserve. L'instrument de financement des risques sera le premier de son genre car la RRSA répond à l'insécurité alimentaire induite par des sources plus larges de crise alimentaire : événements climatiques, conflits, crises sanitaires (Ebola, Covid-19), chocs de prix soudains (par exemple, la crise alimentaire de 2008). En outre, plusieurs initiatives ex ante et ex post de gestion des risques agricoles et de sécurité alimentaire et de financement des risques existent en Afrique de l'Ouest aux niveaux national et régional. Il est donc nécessaire de renforcer la coordination et la collaboration afin de gérer les risques de manière proactive et de renforcer la résilience financière aux chocs des systèmes agroalimentaires.

La Commission de la CEDEAO recherche un Expert en sécurité alimentaire pour rejoindre l'équipe de mise en œuvre du programme notamment la Composante « financement des risques » du FSRP. Cet Expert travaillera en étroite collaboration avec le conseiller résidentiel de ce projet afin d'intégrer le financement des risques en tant qu'élément clé des mécanismes et stratégies de réponse à l'insécurité alimentaire de la CEDEAO. Il/elle est chargé(e) de préparer les données et les analyses internes sur la sécurité alimentaire pour le nouveau programme de risque.

## **2. Brève présentation du Programme**

Initié dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de la région, l'objectif de développement du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FSRP) est d'accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du Programme.

La première phase du Programme couvre quatre (4) pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo) et des actions régionales portées par la CEDEAO, le CILSS et le CORAF. Le Programme est financé par la Banque Mondiale pour un coût d'environ 570 millions de dollars sur une période de cinq (5) ans. Il est organisé autour des cinq (5) composantes suivantes :

**Composante 1 (gérée par le CILSS) : Services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires** dont les objectifs principaux sont : (i) améliorer les systèmes d'aide à la décision avec des services d'information axés sur la demande afin d'accroître l'efficacité de la prévention et de la gestion des crises agricoles et alimentaires, en intégrant les données et en tirant parti

de la science, de l'innovation et des technologies de pointe ; et (ii) renforcer la capacité régionale et la durabilité institutionnelle, ainsi que la capacité d'adaptation au changement climatique.

**Composante 2 (gérée par le CORAF) : Durabilité et capacité d'adaptation de la base productive du Système Alimentaire** dont les objectifs principaux sont : (i) renforcer les systèmes de recherche agricole nationaux et régionaux ; (ii) renforcer l'environnement politique pour la gouvernance du paysage (politiques et réglementations multisectorielles inclusives pour éviter, réduire et inverser la dégradation des terres) ; et (iii) créer/renforcer des unités de paysage sous gestion intégrée capables d'atteindre durablement des objectifs multiples (production alimentaire, fourniture de services écosystémiques, protection de la biodiversité et amélioration des moyens de subsistance locaux).

**Composante 3 (gérée par la CEDEAO) : Intégration des marchés alimentaires régionaux et commerce** dont les objectifs principaux sont : (i) soutenir la préparation et la mise en œuvre de réglementation et de politiques régionales solides afin de faciliter le commerce de biens et d'intrants agricoles à l'intérieur et au-delà des frontières nationales en Afrique de l'Ouest à travers les principaux corridors, (ii) consolider le système de réserves alimentaires ; et (iii) soutenir le développement de chaînes de valeur stratégiques régionales, avec le potentiel d'impacts positifs tangibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition régionales.

De manière spécifique, les activités qui seront menées par le Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO sont les suivantes :

1. Faciliter le commerce à travers les principaux corridors et consolider le système de réserve alimentaire :
  - a. Superviser le développement et la mise en œuvre de la fiche d'évaluation du commerce et du marché agricole de la CEDEAO (EATM-Scorecard) ;
  - b. Renforcer et rendre opérationnel l'Observatoire du riz pour l'Afrique de l'Ouest de la CEDEAO en améliorant sa capacité de coordination, de collecte de données et de communication régulière sur le développement de la chaîne de valeur du riz ;
  - c. Stimuler l'harmonisation des politiques commerciales régionales agricoles sur les questions critiques de résilience du système alimentaire ;
  - d. Soutenir le dialogue et la consultation politique multi acteurs de la CEDEAO. Le FSRP appuiera la capacité de facilitation de la CEDEAO à organiser des mécanismes inclusifs de dialogue et de consultation multi-acteurs, des négociations liées à la zone de libre-échange continentale et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
  - e. Améliorer la performance des réserves régionales de sécurité alimentaire aux trois niveaux (local, national et Réserve régionale de sécurité alimentaire - RRSA).
2. Soutien au développement de chaînes de valeur stratégiques et régionales :
  - a. Améliorer l'organisation et le financement des chaînes de valeur régionales stratégiques ;
  - b. Promouvoir la compétitivité agricole et les infrastructures de marché, à travers le soutien aux plateformes commerciales agricoles régionales ;
  - c. Renforcer la coordination multi-acteurs et promouvoir un environnement favorable au secteur privé.

**Composante 4** : c'est la Composante de réponse d'urgence contingente (CERC) qui est un mécanisme de financement des dépenses admissibles en cas d'urgence précipitée par une catastrophe naturelle. L'activation de cette composante permet de décaisser rapidement des fonds pour réduire les dommages causés aux infrastructures, assurer la continuité des activités et se remettre plus rapidement d'une catastrophe. À la suite d'une catastrophe majeure, le pays participant affecté, peut demander à la Banque mondiale de canaliser les ressources des autres composantes du FSRP vers le CERC. Comme condition

de décaissement, un Manuel de réponses d'urgence (ERM) sera élaboré pour chaque pays, stipulant les exigences fiduciaires, de sauvegarde, de suivi et de rapport liées à l'utilisation du CERC, ainsi que toute autre disposition essentielle de coordination et de mise en œuvre.

**Composante 5 (gérée par la CEDEAO) :** cette composante concerne la gestion du Programme qui délèguera le travail technique dans le cadre des composantes 1 et 2 aux organisations mandatées pertinentes (principalement le CILSS pour la composante 1 et le CORAF pour la composante 2). La composante 5 assurera une gestion efficace du Programme et un suivi attentif de la performance et de l'impact.

Dans le but de coordonner efficacement la composante 3 du programme, la CEDEAO envisage de mobiliser un consultant, Expert en intégration régionale et politique commerciale pour renforcer l'équipe de coordination du FSRP.

Le consultant sera basé à Abuja (Nigéria) au sein de la Direction de l'agriculture et du développement rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO.

Les présents termes de référence décrivent les conditions de recrutement de ce consultant dans le cadre du Programme FSRP.

### **3. Description de l'emploi**

L'Expert en sécurité alimentaire rendra compte au Coordinateur régional du FSRP à l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA/CEDEAO) et travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de la Banque mondiale.

#### **3.1- Champ d'application**

L'Expert en sécurité alimentaire sera responsable des activités suivantes :

- Renforcer le cadre de gestion des risques liés à la sécurité alimentaire de la CEDEAO qui comprend, sans s'y limiter, les éléments suivants :
  - a. Identification des risques en tenant compte des multiples dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, stabilité) et, au minimum, analyse des tendances de l'histoire de la classification de la sécurité alimentaire par État membre de la CEDEAO et identification des facteurs.
  - b. Quantification des coûts et des impacts de l'insécurité alimentaire sur la base de l'infrastructure de données dans les pays et au niveau régional, y compris, mais sans s'y limiter, la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC), le Cadre Harmonisé et le réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET).
  - c. Fournir une évaluation/analyse critique des conditions d'insécurité alimentaire et proposer des méthodes/outils pour fixer des règles de déclenchement et des seuils spécifiques qui trouveront le juste équilibre pour atteindre au mieux les objectifs et les principales exigences de performance de la RRSA et de son dispositif de soutien, y compris la préparation de stratégies pour faire face aux risques de sécurité alimentaire non couverts/sous-couverts si cela s'avère critique.
  - d. Fournir des conseils techniques sur les indicateurs de risque et le système de suivi et d'évaluation, et éventuellement proposer de nouvelles fonctionnalités si nécessaire.

- Effectuer des diagnostics sur les données et les analyses des risques de sécurité alimentaire à la CEDEAO, les principaux moteurs de la gravité de l'insécurité alimentaire afin d'informer la conception d'outils/solutions pour l'amélioration.
- Analyser les mécanismes de réponse à la sécurité alimentaire existant dans les pays et dans la région afin de proposer une approche de stratification des risques liés à la sécurité alimentaire en tenant compte des différents instruments et dispositions institutionnelles.
- Aide à l'élaboration d'un plan d'urgence pour la sécurité alimentaire en tenant compte de la complémentarité entre le financement des risques de la RRSA et d'autres instruments de réponse.
- Établir des partenariats avec des institutions de R&D, des universités de la région et d'ailleurs pour effectuer des recherches et des analyses sur un large éventail de risques et de questions liées à l'insécurité alimentaire, y compris le développement et l'utilisation d'indices d'insécurité alimentaire.
- Fournir en temps utile une analyse et un suivi des risques liés à la sécurité alimentaire. Contribuer à combler les lacunes en matière de données et d'analyse dans le système interne actuel, en collaboration avec l'actuaire et le spécialiste du financement des risques.
- Contribuer au plaidoyer interne et externe ainsi qu'au renforcement des connaissances sur les instruments financiers pour aborder la sécurité alimentaire au sein de la CEDEAO, y compris par la préparation de présentations et de notes d'information ainsi que par des contributions aux produits/résultats opérationnels.
- Consulter les États membres de la CEDEAO, la société civile, les partenaires de développement et d'autres agences opérationnelles en Afrique de l'Ouest sur leurs différentes priorités en matière de résilience alimentaire face aux différents chocs et catastrophes afin de mieux articuler la composante risque du FSRP avec les mécanismes existants et de rechercher activement des opportunités de travailler conjointement avec eux.
- Contribuer de manière significative à la conception et à la rédaction du manuel pour la mise en œuvre de l'instrument de financement des risques et l'intégration du financement des risques dans les mécanismes et stratégies de réponse à l'insécurité alimentaire de la CEDEAO, y compris le cadre de gestion des risques liés à la sécurité alimentaire.
- Soutenir l'équipe en organisant des ateliers techniques et d'autres initiatives de perfectionnement afin de rendre opérationnel le nouveau programme de gestion des risques.
- Se tenir au courant des développements récents, des débats et des innovations liés à la gestion des crises alimentaires et s'assurer que le travail de la CEDEAO est informé de ces développements.

### **3.2- Qualifications**

- Diplôme universitaire minimum en agriculture, agroéconomie, gestion des risques, économie du développement ou autre domaine technique pertinent.
- Au moins sept ans d'expérience dans l'analyse des risques liés à la sécurité alimentaire, le suivi et la planification des mesures d'urgence.
- Expérience en matière d'analyse des données sur les risques liés à la sécurité alimentaire, de mécanismes de déclenchement et d'indices

- Une connaissance exceptionnelle et une capacité d'analyse des questions liées à la sécurité alimentaire dans la région africaine, avec des projets antérieurs en Afrique de l'Ouest, sont vivement souhaitées.
- Expérience de travail avec les principaux partenaires humanitaires et de développement en matière de sécurité alimentaire - y compris les donateurs bilatéraux, les agences des Nations unies (FAO, OCHA, PAM, UNICEF), la communauté des ONG/OSC - et/ou les systèmes d'analyse de données, par exemple FEWS NET, IPC, FSNAU.
- Excellente compréhension du financement des risques de catastrophes, de la réponse aux catastrophes et du profilage des risques.
- Autonomie, orientation vers les résultats et capacité avérée à travailler en équipe.
- Maîtrise de l'anglais et du français

#### **4. Conditions générales pour le poste**

##### **4.1-Eligibilité et qualifications**

La Commission de la CEDEAO, à travers l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) invite par la présente les personnes physiques à manifester leur intérêt pour fournir les services requis en fournissant les informations démontrant qu'il possède les qualification requises l'expérience pertinente pour réaliser la mission. Les critères de qualifications et d'expériences mieux décrites dans les termes de référence.

L'attention des consultants intéressés est attirée sur la section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement sur la passation des marchés pour les emprunteurs IPF » de la Banque mondiale, juillet 2016 (« Règlement sur les marchés publics »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

##### **4.2- Lieu, durée et début de la mission**

- L'expert sera basé à Lomé, au Togo, à l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA/CEDEAO) ;
- Un contrat de consultant sera signé pour des périodes de 12 mois renouvelables pendant toute la durée du projet, sous réserve de la disponibilité des fonds, de performances satisfaisantes et des besoins du projet ;
- Le début de la mission est prévu pour le deuxième trimestre 2023 ;
- Le poste est à temps plein ;
- Le consultant est tenu de s'abstenir de toute situation susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts dans le cadre de la mission.

##### **4.3- Dossier de candidature**

Les dossiers de candidature sont constitués des éléments suivants :

- Une lettre de manifestation d'intérêt signée, indiquant le délai de disponibilité ;
- Un curriculum vitae récent et signé détaillant l'expérience professionnelle et les missions similaires ;
- Trois références professionnelles (nom et prénom, fonctions actuelles et antérieures, adresse électronique et numéro de téléphone) ;
- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé ;
- Copies des certificats de travail ou de service mentionnés dans le CV.

#### 4.4- Dépôt des candidatures

- Date et heure limite de réception des candidatures : **05 mai 2023 à 17h00 GMT**
- Liens de soumission : les candidatures seront soumises par téléchargement à l'adresse Dropbox <https://www.dropbox.com/request/2OyzQLFgY1LVnN1h9n9Y>
- Format des candidatures : la candidature doit être sous la forme de **fichier PDF**.

**L'ARAA se réserve le droit de ne pas considérer les candidatures ne respectant pas les conditions de soumission ci-dessus.**

#### 4.5- Processus de sélection

Un consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection de consultant individuel décrite par le « Règlement sur la passation des marchés. » de la Banque Mondiale. Une interview d'évaluation des connaissances, compétences et aptitudes pourra être organisée avec les meilleurs candidats. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. L'ARAA se réserve le droit de ne pas donner de suite au présent à manifestation d'intérêt.

#### 4.6- Demande d'informations complémentaires

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : [procurement@araa.org](mailto:procurement@araa.org) cc : [ctienon@araa.org](mailto:ctienon@araa.org), [mnakorba@araa.org](mailto:mnakorba@araa.org) avec en objet « **SCI014- FSRP-Expert en sécurité alimentaire** »

**Le Directeur exécutif**

**SALIFOU Ousseini**

